

NATIONS UNIES

CONSEIL
DE TUTELLE



Distr.
LIMITEE

T/COM.7/L.15
10 septembre 1953

ORIGINAL : FRANCAIS

COMMUNICATION DE M. AMEWOGNO DJISSO
CONCERNANT LE TOGO SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE

(Distribuée conformément à l'article 24 et à l'article complémentaire F du règlement intérieur du Conseil de tutelle)

Lomé, le 28 août 1953.

DJISSO AMEWOGNO
Cultivateur demeurant et domicilié
à Momé -Agbedepene (Cercle d'Anécho)
à Monsieur le Procureur de la République
Lomé

Monsieur le Procureur,

J'ai l'honneur de vous adresser la présente pétition convaincu que vous voudriez bien intervenir énergiquement contre les abus d'autorité du Chef du Village de Momé-Agbedepemé **HOUNKPATI**.

Le vendredi 21 août 1953, le nommé Midjrohoun, assesseur du Chef Hounkpati s'est rendu chez moi pour me dire que le Chef avait besoin de moi. Je me rends aussitôt chez le Chef qui me dit : "Monsieur le Gouverneur et le Commandant du Cercle d'Anécho arriveront ici à huit heures. Je vous invite à vous rendre chez moi inmanquablement pour leur réception".

Je retourne à la maison. Vers huit heures, je pars pour le palais du Chef. Chemin faisant, je rencontre un groupe de jeunes hommes parmi lesquels se trouvent mes propres enfants. Ils me disent : "Il n'y aura ni Gouverneur ni Commandant de Cercle. Nous n'avons vu chez le Chef que lui même assisté du Commis des P.T.T., des Moniteurs et Infirmiers venus du village voisin d'Amégnrankondji. Ils ont à leur disposition une liasse de feuilles de papier ne portant aucune inscription. Le Chef a voulu obliger chacun de nous à apposer

son empreinte digitale sur une feuille de papier vierge. Nous avons refusé unanimement. Il s'est mis en colère et nous a dit que si nous ne lui obéissons pas, il y aura dans le village un événement qui dépassera la tuerie de Vogan. N'ayant commis aucun crime et ne comprenant pas pourquoi on veut nos empreintes digitales, nous avons décidé de quitter le Chef et les fonctionnaires présents chez lui. Nous sommes prêts à opposer notre refus aux ordres du Chef, quoiqu'il arrive".

Je dis aux jeunes hommes de se calmer. Agé de 70 ans environ et ne voulant pas voir le drame de Vogan se répéter dans mon village à cause d'une histoire d'empreinte digitale, je conseille aux jeunes gens en furie de m'accompagner chez le Chef afin que nous marquions les feuilles de papier de nos empreintes digitales. Et nous nous sommes rendus chez le Chef pour lui donner nos empreintes digitales marquées chacune sur une feuille de papier vierge à côté des noms et prénoms de l'intéressé.

Les empreintes digitales une fois apposées sur les feuilles l'ont s'est mis dans le village à demander ce que le Chef et les fonctionnaires ont l'intention de faire. Certains villageois disent qu'il s'agit de nous incorporer de force dans le Parti Togolais du Progrès; d'autres affirment qu'il s'agit de prouver que tous les habitants de mon village avec leur chef en tête ne veulent plus de l'unification des deux Togo. J'ai dû pleurer dans la journée du vendredi 21 août 1953, le Chef du village Hounkpati nous ayant menacé sans nous dire la destination des empreintes digitales qu'il nous a arrachées.

Militant du Comité de l'Unité Togolaise, sympathisant de la JUVENTO et partisan de l'unification et de la reconstitution du Conseil-Mixte, je vous demande Monsieur le Procureur d'intervenir en convoquant notre Chef de village Hounkpati et en lui demandant :

1. Pourquoi il a obligé tous ses villageois sans exception et sans aucune explication à marquer des feuilles de papier vierges de leurs empreintes digitales;
2. Si un Chef de village a le droit de provoquer une bagarre parce que des villageois ne veulent pas lui obéir en marquant des feuilles vierges de leurs empreintes digitales ou signatures.

Vu la tension et la confusion auxquelles cette histoire nouvelle donne lieu dans mon village et ailleurs, je vous prie de convoquer le Chef du Village Hounkpati afin que je puisse apprendre de vous les vraies raisons qui sont à la base de la collection d'empreintes digitales chez certains Chefs inscrits au Parti Togolais du Progrès.

Veillez agréer, Monsieur le Procureur de la République, l'assurance de ma parfaite considération.

L'intéressé illettré,
son empreinte digitale

(empreinte)

DJITSO Amewogno